

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/244

23 novembre 2000

(00-5017)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

RÉPONSE AUX QUESTIONS DES AUTRES PAYS MEMBRES DE L'OMC CONCERNANT LA DEMANDE DE PROROGATION DES MIC PRÉSENTÉE PAR LA THAÏLANDE:

PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE D'APPORT LOCAL POUR LA PRODUCTION DE LAIT PRÊT À BOIRE

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 novembre 2000.

1. Question des États-Unis, du Canada et du Japon sur des points de procédure et l'engagement concernant l'Accord:

Une période de transition a été consentie pour la mise en application de l'Accord et, si une prorogation était accordée à la Thaïlande pour les prescriptions en matière d'apport local comme elle l'a demandé, le même traitement devrait-il être également appliqué aux autres demandes?

Réponse de la Thaïlande:

Il y a deux éléments en ce qui concerne les questions de procédure:

- le délai pour la notification des MIC;
- le délai pour la demande de prorogation des MIC.

La Thaïlande n'a pas l'intention de manquer à sa parole concernant l'Accord sur les MIC, elle a toujours contribué à la suppression de toutes les MIC, comme le démontrent la suppression des prescriptions en matière d'apport local dans le secteur automobile au 1^{er} janvier 2000 ainsi que le travail réalisé et les décisions prises sur la suppression des prescriptions en matière d'apport local pour la production de lait prêt à boire par les différents ministères et institutions concernés. Toutefois, à l'instar du reste de l'Asie du Sud-Est, l'économie thaïlandaise a subi une récession soudaine qui a fortement entravé les efforts précédents et a davantage compliqué la mise en œuvre des plans et programmes existants pour développer l'industrie laitière nationale. Par conséquent, la Thaïlande a demandé un délai supplémentaire pour utiliser les prescriptions en matière d'apport local afin de réévaluer et de réorganiser les plans existants et d'aider les producteurs thaïlandais ruraux défavorisés à se préparer à la libéralisation définitive du marché.

Dans la mesure où le cas de la Thaïlande pourrait constituer un précédent pour accepter d'autres demandes de prorogation, la décision du Conseil général du 8 mai faisait clairement la différence entre les Membres ayant rempli les demandes de prorogation avant le 8 mai des Membres qui devaient encore le faire. La demande de la Thaïlande relève de la première catégorie. Depuis la réunion du Conseil général du 8 mai, aucune autre demande de prorogation n'a été reçue par le

Conseil du commerce des marchandises (CCM). Une solution multilatérale étant en cours d'élaboration pour toutes les demandes remplies avant cette date, il est impossible que le cas de la Thaïlande établisse un précédent.

2. Question du Canada:

Décrivez la mesure pour laquelle la Thaïlande demande une prorogation et quelles mesures alternatives ont été prises.

Réponse de la Thaïlande:

La Thaïlande demande une prorogation de cinq ans, soit jusqu'en 2004, pour l'utilisation des prescriptions en matière d'apport local pour la fabrication de lait prêt à boire. En particulier, la mesure exige l'achat de dix unités de lait cru national pour une unité de poudre de lait écrémé importée pour la production de lait prêt à boire, avec une augmentation consécutive des achats de lait cru national d'au moins 20 pour cent par an. Cette mesure s'applique uniquement à la production de lait prêt à boire, qui représente 20 pour cent du marché total du lait écrémé importé, tandis que les autres fabricants et producteurs laitiers, tels que les producteurs de lait condensé, de glace, et de biscuits, ont la possibilité d'importer du lait écrémé aux conditions du régime de contingentement sans avoir à respecter des prescriptions en matière d'apport local.

La mesure alternative qui a été mise en œuvre est l'application du contingentement compatible avec l'Accord de l'OMC. Cela signifie que les importations de lait écrémé au titre du système de contingentement sont soumises à un droit de douane de 5 pour cent. Comme mentionné, cette mesure s'applique uniquement à la production de lait prêt à boire, qui représente 20 pour cent du marché total des importations de lait écrémé.

3. Questions de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie:

Quelle est la mesure MIC pour laquelle la Thaïlande demande une prorogation? En quoi le maintien des MIC est-il important pour le développement de la Thaïlande? Et sur quoi se fonde le gouvernement thaïlandais pour demander un délai de cinq ans? Utilisation finale du lait écrémé en poudre.

Réponse de la Thaïlande:

- Quelle est la mesure MIC pour laquelle la Thaïlande demande une prorogation?

La Thaïlande demande une prorogation de cinq ans, jusqu'à la fin de 2004, pour l'utilisation des prescriptions en matière d'apport local pour la production de lait prêt à boire. En particulier, la mesure exige l'achat de dix unités de lait cru national pour une unité de poudre de lait écrémé importée pour la production de lait prêt à boire, avec une augmentation consécutive des achats de lait cru national d'au moins 20 pour cent par an. Cette mesure s'applique uniquement à la production de lait prêt à boire, qui représente 20 pour cent du marché total du lait écrémé importé, tandis que les autres fabricants et producteurs laitiers, tels que les producteurs de lait condensé, de glace et de biscuits, ont la possibilité d'importer du lait écrémé aux conditions du système de contingentement sans avoir à respecter les prescriptions en matière d'apport local.

- En quoi le maintien des MIC est-il important pour le développement de la Thaïlande?

Les principales raisons de la demande de prorogation de la Thaïlande pour l'utilisation des prescriptions en matière d'apport local pour la production de lait prêt à boire peuvent être résumées comme suit:

- i) Pendant la période de transition de l'Accord sur les MIC, la Thaïlande a connu la crise économique la plus grave de son histoire, réduisant à néant les objectifs de développement économique prévus, notamment le développement de l'industrie laitière naissante. Dans le même temps, étant donné la chute soudaine du pouvoir d'achat des consommateurs thaïlandais, la demande en lait cru national a nettement diminué, ce qui a provoqué un excédent de lait cru sur le marché thaïlandais. Cette situation difficile a été encore aggravée par la fermeture de plusieurs sites de production et de transformation du lait et des produits laitiers en raison de la crise économique, du manque consécutif de capital ainsi que du refus des grands producteurs et transformateurs laitiers d'acheter du lait cru national. Ces incidents ont en effet entraîné une situation très difficile pour les producteurs locaux de lait et de produits laitiers dont les moyens de subsistance dépendent largement de la vente de leurs produits. Ainsi, le maintien des prescriptions en matière d'apport local pour une période supplémentaire de cinq ans permettrait véritablement à la Thaïlande de réajuster ses plans et politiques de développement par rapport aux modifications brutales survenues en raison de la récente crise économique et de se préparer une nouvelle fois à la suppression de toutes les MIC. En effet, la Thaïlande est parfaitement consciente que le redressement total de son économie sur le marché mondialisé actuel n'est possible que par le maintien d'un environnement commercial multilatéral plus juste et plus ouvert. Toutefois, étant donné la situation encore précaire de l'économie thaïlandaise, certains ajustements dans la réforme et le processus de libéralisation sont nécessaires si la Thaïlande souhaite atteindre une croissance et un développement durables à long terme.
- ii) La production laitière devenant de plus en plus un moyen alternatif vital de subsistance pour les petits producteurs ruraux et le secteur agricole ayant contribué à absorber un grand nombre de travailleurs déplacés à la suite de la récente crise économique, il est fort probable que la prorogation de la période de transition pour l'utilisation des prescriptions en matière d'apport local pour l'industrie laitière accorderait aux producteurs locaux thaïlandais le temps nécessaire pour effectuer les réformes appropriées et permettrait au gouvernement thaïlandais de réexaminer et de réajuster les programmes actuels pour supprimer ces prescriptions et construire un système de sécurité social efficace en vue d'une libéralisation ultérieure du marché. De l'aveu général, sans le maintien des prescriptions en matière d'apport local pour la production de lait prêt à boire dans cette conjoncture critique, la perte financière serait importante pour l'industrie laitière thaïlandaise et pour les secteurs connexes, comme cité au point 13.
- iii) Fait plus important, la prorogation de la durée pour la suppression des prescriptions en matière d'apport local permettrait au gouvernement thaïlandais de mettre en œuvre le plan de développement stratégique afin d'améliorer le rendement de la production et d'obtenir une certaine rentabilité de la production du lait cru produit sur le territoire national. Cela est particulièrement important si l'on considère que les producteurs laitiers thaïlandais doivent faire face aux importations bon marché de lait écrémé, qui résultent en partie du recours à des pratiques qui faussent le commerce. Ces pratiques peuvent par exemple être démontrées par le fait qu'il n'y ait eu aucune modification significative des prix du lait écrémé importé en Thaïlande avant et après le bouleversement économique qu'elle a connu, malgré la forte dévaluation de la monnaie thaïlandaise, de 25 baht pour 1 dollar EU à 55 baht pour 1 dollar EU, et sa stabilisation récente autour de 40-42 baht pour 1 dollar EU. De même, il est évident qu'alors que le prix intérieur du lait cru aux États-Unis et en Europe est généralement supérieur au prix intérieur en Thaïlande (respectivement 12,14 baht/kg et 10,97 baht/kg), les produits laitiers américains et européens exportés ont tendance à afficher des prix inférieurs, environ 9,50 baht/kg, à ceux des produits laitiers thaïlandais exportés, environ 12,50 baht/kg.¹ De fait, la suppression des prescriptions en matière d'apport local

¹ Source: 1999 Dairy Review. *An Agra Europe Special Study*, tableau 15: page 25.

pour la production de lait prêt à boire semble actuellement inadaptée puisqu'elle conduirait non seulement à une plus grande détérioration de la compétitivité des produits laitiers thaïlandais sur le marché national mais renforcerait également les difficultés des producteurs ruraux et entraverait le redressement et le développement économiques de la Thaïlande dans son ensemble.

En bref, il est clair que sans le maintien des prescriptions en matière d'apport local, les besoins en matière de développement, de finances et de commerce de la Thaïlande seraient sérieusement affectés, et par conséquent, la demande de prorogation de la Thaïlande pour l'utilisation des prescriptions en matière d'apport local pour la production de lait prêt à boire est conforme à l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC.

- Sur quoi se fonde le gouvernement thaïlandais pour demander un délai de cinq ans?

Avant la crise économique, le gouvernement thaïlandais avait élaboré plusieurs plans et diverses politiques dont la période moyenne de mise en œuvre devait s'étaler sur environ cinq ans, afin d'augmenter le rendement de la production laitière nationale et la qualité du lait et des produits laitiers nationaux. Toutefois, en raison de la soudaine récession de l'économie thaïlandaise due à la crise, il est devenu impératif pour la Thaïlande de prolonger le délai de façon à réorganiser les programmes de développement existants et à les faire appliquer. C'est pourquoi la Thaïlande a décidé de demander une prorogation de cinq ans pour l'utilisation des prescriptions en matière d'apport local pour la production de lait prêt à boire. La Thaïlande a l'intention d'utiliser ce délai supplémentaire pour réévaluer de manière efficace les plans de développement et de suppression des prescriptions en matière d'apport local existants et faire les ajustements nécessaires, afin de poursuivre ses efforts de libéralisation.

Données annuelles pour la production de lait cru:

Volume et valeur de la production de lait cru

Année	Volume (tonnes)	Valeur (en millions de baht)
1991	164 340	1 068,21
1992	215 457	1 508,20
1993	287 164	2 153,73
1994	320 894	2 406,71
1995	348 212	2 611,59
1996	380 101	3 325,88
1997	406 000	3 552,50
1998	431 000	4 633,25
1999	455 000	4 891,25

Source: Bureau de l'économie agricole, Ministère de l'agriculture et des coopératives.
(Taux de change actuel: 43 baht/1 dollar EU.)

La majeure partie du lait cru produit par les éleveurs laitiers thaïlandais est consommée dans le pays et n'est pas destinée à l'exportation, à l'exception d'une petite quantité de lait pasteurisé et stérilisé qui est exportée vers les pays voisins.

Informations sur le nombre d'exploitations et de vaches, etc.

Actuellement, un total de 22 900 ménages, soit au moins 90 000 individus, sont directement impliqués dans ce secteur. La majorité des producteurs laitiers thaïlandais possèdent en moyenne cinq vaches par exploitation.
